

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 42

[C — 2002/27000]

**29 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés, notamment l'article 14;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord-cadre, conclu le 16 mai 2000, pour le secteur non-marchand wallon prévoit une revalorisation importante des salaires du personnel des services du secteur des personnes handicapées, applicable le 1<sup>er</sup> octobre 2000;

Considérant qu'aux termes de cet accord, il était prévu, en ce qui concerne l'harmonisation des barèmes, qu'une commission tripartite (Région wallonne, employeurs, travailleurs) examinerait en septembre 2000 le travail réalisé dans les différentes commissions paritaires à propos des échelles de conversion et leur impact budgétaire;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2000, le Gouvernement a pris acte des résultats des travaux réalisés par les commissions paritaires concernées par l'accord-cadre précité; qu'à cette même date, il a fixé les enveloppes définitives pour l'harmonisation barémique;

Considérant qu'en fonction de ces enveloppes, des négociations tripartites se sont tenues pour la définition des modalités d'application concernant le secteur de l'accueil et de l'hébergement des personnes handicapées, relevant de la commission paritaire 319;

Considérant que, lors de l'ultime rencontre, qui s'est déroulée le 10 mai 2001, un accord est intervenu, suivant lequel ont été déterminées les échelles barémiques applicables durant la période couverte par l'accord-cadre;

Considérant que ces échelles ont fait l'objet d'une convention collective de travail signée le 10 mai 2001;

Considérant, en conséquence, que la Région wallonne doit au plus vite octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés au financement de cet accord, afin que les travailleurs puissent en bénéficier;

Considérant, par ailleurs, que la modification de l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et qu'elle ne porte en aucun cas préjudice aux services, puisqu'il s'agit d'une augmentation du montant plafond des frais de fonctionnement;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés est complété par les dispositions suivantes :

« 7° l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

8° le cadastre de l'emploi : le document visé à l'article 29, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées. »

**Art. 3.** A l'article 19, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » sont remplacés par les mots « Agence ».

**Art. 4.** L'article 23 est remplacé par la disposition suivante :

« La rémunération et les charges sociales y afférentes sont prises en considération à concurrence des échelles barémiques fixées aux annexes 2 à 8 du présent arrêté ou, pour les travailleurs engagés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, de celles applicables, à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2000, au personnel des services de la Région wallonne, pour des fonctions similaires.

L'ancienneté pécuniaire est établie selon les dispositions de l'annexe VI (frais de personnel admissibles) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées. »

Lorsqu'il s'agit d'un travailleur engagé dans le cadre d'un programme de résorption du chômage pour lequel le service perçoit une subvention autre que celles prévues par le présent arrêté, la subvention couvre uniquement les interventions obligatoires restant à charge de l'employeur pour ce travailleur.

Le pouvoir organisateur du service est tenu de communiquer à l'Agence le montant des subventions perçues dans le cadre de ces programmes de résorption du chômage. »

**Art. 5.** L'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les frais de fonctionnement et d'infrastructure sont pris en considération, par an et par service, à concurrence de 750 000 francs (18.592,01 euros). »

**Art. 6.** Un chapitre *VIbis*, intitulé « Subvention complémentaire » et rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 25*bis*. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des montants prévus au § 2, l'Agence octroie aux services une subvention complémentaire pour assurer le financement du volume d'emploi couvert par la subvention visée à l'article 22, 1<sup>o</sup>.

§ 2. L'Agence répartit cette subvention supplémentaire entre les services sur les périodes et à concurrence des montants suivants :

- 1<sup>o</sup> période 1 : 290 000 francs (7.188, 92 euros) pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2000;
- 2<sup>o</sup> période 2 : 1 430 000 francs (35.448, 78 euros) pour l'année 2001;
- 3<sup>o</sup> période 3 : 2 570 000 francs (63.708, 64 euros) pour l'année 2002;
- 4<sup>o</sup> période 4 : 91.968, 50 euros pour l'année 2003;
- 5<sup>o</sup> période 5 : 120.228, 36 euros pour l'année 2004;
- 6<sup>o</sup> période 6 : 141.299, 31 euros pour l'année 2005.

Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé), conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 105,21 du 1<sup>er</sup> juillet 2000.

**Art. 25*ter*.** Le calcul des suppléments visés à l'article 25*bis*, § 2, résulte de la multiplication des subventions visées à l'article 22, 1<sup>o</sup>, par un coefficient de revalorisation.

Le coefficient de revalorisation exprime le différentiel, pour chaque service, entre les coûts salariaux issus des barèmes visés à l'annexe 2 et ceux issus des barèmes visés aux annexes 3 à 8 du présent arrêté, selon les périodes définies à l'article 25*bis*, § 2, et la grille de concordance des échelles de traitement établie à l'annexe 9 du présent arrêté.

Le coefficient de revalorisation, exprimé en pourcentage, est déterminé pour chaque service sur base des données qu'il a renseignées via le cadastre de l'emploi et des paramètres définis à l'annexe 1 du présent arrêté.

**Art. 25*quater*.** En ce qui concerne le supplément à octroyer pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 31 décembre 2000, le coefficient de revalorisation appliqué sur les subventions dues au service résulte des données du cadastre de l'emploi 2000.

Ce même coefficient de revalorisation sert de base pour octroyer le supplément relatif à l'exercice 2001, compte tenu d'une ancienneté individuelle augmentée d'une année.

Pour le supplément à octroyer pour les exercices 2002 à 2005, le coefficient de revalorisation appliqué sur les subventions dues au service résulte des données du cadastre de l'emploi de l'exercice antérieur compte tenu d'une ancienneté individuelle augmentée chaque fois d'une année.

**Art. 25*quinquies*.** Au terme des quatre dernières périodes visées à l'article 25*bis*, § 2, le total des suppléments est limité au montant prévu à ce même article 25*bis*, § 2. Cette limitation est répartie sur l'ensemble des services via l'application d'un coefficient correcteur.

Ce coefficient est établi comme suit :

- 1<sup>o</sup> le montant du numérateur correspond au crédit déterminé à l'article 25*bis*, § 2, pour la période concernée;
- 2<sup>o</sup> le montant au dénominateur correspond au total des suppléments initialement calculés pour cette même période.

**Art. 25*sexies*.** Au terme de chacune des six périodes visées à l'article 25*bis*, § 2, le solde éventuellement non utilisé est reporté sur l'année suivante. »

**Art. 7.** A l'article 25, alinéa 6, les mots « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » sont remplacés par les mots « Agence ».

**Art. 8.** Les annexes 1 à 9 du présent arrêté constituent les annexes 1 à 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2000, à l'exception des articles 5 et 6, qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Art. 10.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 1

Le coefficient visé à l'article 5 du présent arrêté s'applique au cours des six périodes visées à l'article 3, § 2 du présent arrêté.

Il correspond aux coefficients C1, C2, C3, C4, C5 et C6 définis ci-après applicables respectivement aux cinq périodes susdites :

$$C1 = \frac{(B1 - B0) \times 100}{BO}, C2 = \frac{(B2 - B0) \times 100}{BO}, C3 = \frac{(B3 - B0) \times 100}{BO},$$

$$C4 = \frac{(B4 - B0) \times 100}{BO}, C5 = \frac{(B5 - B0) \times 100}{BO}, C6 = \frac{(B6 - B0) \times 100}{BO}$$

où

B0 = coûts salariaux initiaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 2 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90, compte tenu des revalorisations barémiques jusqu'au 31/01/96 inclus et d'une allocation spéciale de 20 000 BEF à l'indice 100 du 01/01/90.

B1 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 3 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 16 000 BEF au même indice.

B2 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 4 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 15 400 BEF au même indice.

B3 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 5 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 11 600 BEF au même indice.

B4 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 6 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 8 000 BEF au même indice.

B5 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 7 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 4 600 BEF au même indice.

B6 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 8 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 2 400 BEF au même indice.

Ces barèmes sont susceptibles d'une révision à la hausse et l'allocation spéciale d'une révision à la baisse, en fonction du solde budgétaire non utilisé du montant alloué pour la période 6 tel que défini à l'article 3, § 2.

## Annexe 2

Barèmes initiaux (BO) utilisés pour la fixation des coefficients C1, C2, C3, C4 et C5 visés à l'annexe 1

Anc. péc.	9	13	15	16	21
0	521 459	549 609	600 221	630 347	835 210
1	532 309	558 648	611 071	642 998	860 517
2	543 158	567 686	621 920	655 649	885 824
3	554 007	576 725	632 769	668 300	911 131
4	554 007	576 725	632 769	668 300	911 131
5	564 465	587 573	643 619	689 993	949 996
6	564 465	587 573	643 619	689 993	949 996
7	574 922	598 422	658 078	711 686	988 862
8	574 922	598 422	658 078	711 686	988 862
9	600 229	609 270	686 999	816 528	1027 727
10	600 229	609 270	686 999	816 528	1027 727
11	625 536	620 118	715 919	838 220	1066 592
12	625 536	620 118	715 919	838 220	1066 592
13	650 843	634 578	741 226	859 913	1105 458
14	650 843	634 578	741 226	859 913	1105 458
15	676 150	649 038	766 533	881 606	1144 323
16	676 150	649 038	766 533	881 606	1144 323
17	701 457	663 497	791 840	903 298	1183 189
18	701 457	663 497	791 840	978 012	1183 189
19	726 764	677 957	817 147	999 705	1222 054
20	726 764	677 957	817 147	999 705	1222 054
21	752 071	692 417	842 454	1021 398	1260 919
22	752 071	692 417	842 454	1021 398	1260 919
23	777 379	706 876	867 761	1043 090	1299 785
24	777 379	706 876	867 761	1043 090	1299 785
25	802 686	721 336	893 068	1064 783	1299 785
26	802 686	721 336	893 068	1064 783	1299 785
27	827 993	735 867	918 375	1086 475	1299 785
28	827 993	735 867	918 375	1086 475	1299 785
29	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785
30	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785
31	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785

## Annexe 3

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C1 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	562 246	527 707	612 998	637 099	659 050	847 041
1	578 786	545 695	631 346	656 888	676 494	876 051
2	586 017	555 411	640 026	667 009	685 173	896 296
3	595 396	565 127	653 001	681 426	701 702	924 392
4	595 396	566 164	653 001	681 426	701 702	924 392
5	606 939	575 567	665 977	703 076	718 233	963 334
6	606 939	578 073	665 977	703 076	718 233	963 334
7	634 122	588 945	698 642	741 528	737 650	1002 277
8	634 122	591 451	698 642	741 528	737 650	1002 277
9	647 182	614 202	726 160	829 783	768 637	1041 219
10	650 102	619 573	729 081	832 704	771 558	1044 140
11	663 162	642 324	756 598	854 439	802 544	1083 082
12	663 162	644 830	756 598	854 439	802 544	1083 082
13	679 111	667 582	781 225	876 174	830 640	1122 025
14	679 111	670 088	781 225	876 174	830 640	1122 025
15	695 060	692 839	805 852	897 910	858 736	1160 968
16	695 060	695 345	820 943	913 002	858 736	1160 968
17	711 009	718 132	845 570	934 737	886 831	1199 911
18	711 009	720 688	845 570	994 508	886 831	1199 911
19	726 958	743 488	870 197	1016 243	914 927	1238 853
20	726 958	746 044	870 197	1016 243	914 927	1238 853
21	742 907	768 845	894 824	1037 979	943 023	1277 795
22	742 907	771 400	894 824	1037 979	943 023	1277 795
23	758 856	794 202	919 451	1059 714	971 119	1316 738
24	758 856	796 757	919 451	1059 714	971 119	1316 738
25	774 805	819 558	944 078	1081 450	991 365	1316 738
26	774 805	822 114	944 078	1081 450	991 365	1316 738
27	790 811	844 915	968 705	1103 185	1011 610	1316 738
28	790 811	847 470	968 705	1103 185	1011 610	1316 738
29	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738
30	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738
31	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738

## Annexe 4

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C2 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	564 142	528 644	614 915	638 112	667 874	848 816
1	581 807	547 703	634 388	658 972	686 307	878 381
2	588 766	557 249	642 741	668 713	694 661	897 867
3	598 197	566 795	656 036	683 395	712 042	926 381
4	598 197	567 987	656 036	683 395	712 042	926 381
5	609 843	577 232	669 331	705 039	729 425	965 335
6	609 843	580 114	669 331	705 039	729 425	965 335
7	639 477	591 048	704 727	746 005	749 586	1004 289
8	639 477	593 930	704 727	746 005	749 586	1004 289

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
9	652 868	616 298	732 034	831 771	780 883	1043 243
10	656 227	622 474	735 393	835 130	784 242	1046 602
11	669 618	644 842	762 700	856 872	815 538	1085 556
12	669 618	647 724	762 700	856 872	815 538	1085 556
13	685 791	670 093	787 225	878 614	844 052	1124 511
14	685 791	672 974	787 225	878 614	844 052	1124 511
15	701 964	695 343	811 749	900 356	872 566	1163 464
16	701 964	698 224	829 105	917 711	872 566	1163 464
17	718 136	720 633	853 630	939 452	901 080	1202 419
18	718 136	723 572	853 630	996 982	901 080	1202 419
19	734 308	745 997	878 155	1018 724	929 594	1241 373
20	734 308	748 936	878 155	1018 724	929 594	1241 373
21	750 481	771 361	902 680	1040 466	958 109	1280 327
22	750 481	774 300	902 680	1040 466	958 109	1280 327
23	766 653	796 726	927 204	1062 208	986 623	1319 281
24	766 653	799 664	927 204	1062 208	986 623	1319 281
25	782 826	822 089	951 729	1083 950	1006 109	1319 281
26	782 826	825 028	951 729	1083 950	1006 109	1319 281
27	799 053	847 453	976 254	1105 691	1025 595	1319 281
28	799 053	850 392	976 254	1105 691	1025 595	1319 281
29	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281
30	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281
31	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281

## Annexe 5

## Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C3 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	576 148	534 579	627 053	644 526	723 761	860 055
1	600 938	560 420	653 649	672 167	748 459	893 138
2	606 180	568 890	659 942	679 505	754 751	907 816
3	615 935	577 359	675 256	695 864	777 529	938 979
4	615 935	579 536	675 256	695 864	777 529	938 979
5	628 241	587 779	690 571	717 468	800 308	978 006
6	628 241	593 042	690 571	717 468	800 308	978 006
7	673 392	604 369	743 262	774 355	825 179	1017 034
8	673 392	609 632	743 262	774 355	825 179	1017 034
9	688 884	629 572	769 237	844 364	858 439	1056 061
10	695 018	640 851	775 370	850 497	864 572	1062 195
11	710 510	660 791	801 345	872 279	897 832	1101 222
12	710 510	666 054	801 345	872 279	897 832	1101 222
13	728 098	685 994	825 223	894 062	928 995	1140 250
14	728 098	691 257	825 223	894 062	928 995	1140 250
15	745 685	711 197	849 102	915 844	960 158	1179 277
16	745 685	716 460	880 795	947 537	960 158	1179 277
17	763 272	736 475	904 673	969 319	991 322	1218 304
18	763 272	741 841	904 673	1012 653	991 322	1218 304
19	780 860	761 885	928 552	1034 436	1022 485	1257 331

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
20	780 860	767 252	928 552	1034 436	1022 485	1257 331
21	798 447	787 296	952 431	1056 219	1053 649	1296 359
22	798 447	792 662	952 431	1056 219	1053 649	1296 359
23	816 034	812 708	976 310	1078 000	1084 813	1335 387
24	816 034	818 074	976 310	1078 000	1084 813	1335 387
25	833 621	838 118	1000 189	1099 783	1099 491	1335 387
26	833 621	843 484	1000 189	1099 783	1099 491	1335 387
27	851 250	863 529	1024 067	1121 565	1114 169	1335 387
28	851 250	868 895	1024 067	1121 565	1114 169	1335 387
29	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387
30	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387
31	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387

## Annexe 6

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C4 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	587 521	540 202	638 553	650 603	776 707	870 703
1	619 063	572 468	671 897	684 668	807 339	907 118
2	622 678	579 918	676 237	689 728	811 679	917 241
3	632 739	587 367	693 465	707 677	839 569	950 914
4	632 739	590 477	693 465	707 677	839 569	950 914
5	645 670	597 771	710 694	729 243	867 460	990 011
6	645 670	605 289	710 694	729 243	867 460	990 011
7	705 521	616 990	779 770	801 213	896 794	1029 108
8	705 521	624 508	779 770	801 213	896 794	1029 108
9	723 005	642 148	804 482	856 294	931 913	1068 204
10	731 767	658 260	813 244	865 055	940 675	1076 967
11	749 249	675 901	837 956	886 876	975 794	1116 063
12	749 249	683 419	837 956	886 876	975 794	1116 063
13	768 178	701 059	861 222	908 697	1009 467	1155 160
14	768 178	708 577	861 222	908 697	1009 467	1155 160
15	787 105	726 218	884 489	930 518	1043 141	1194 257
16	787 105	733 736	929 764	975 793	1043 141	1194 257
17	806 032	751 483	953 031	997 614	1076 814	1233 354
18	806 032	759 149	953 031	1027 499	1076 814	1233 354
19	824 961	776 937	976 297	1049 320	1110 488	1272 450
20	824 961	784 604	976 297	1049 320	1110 488	1272 450
21	843 888	802 392	999 564	1071 142	1144 162	1311 548
22	843 888	810 059	999 564	1071 142	1144 162	1311 548
23	862 816	827 849	1022 830	1092 962	1177 835	1350 645
24	862 816	835 514	1022 830	1092 962	1177 835	1350 645
25	881 744	853 303	1046 097	1114 783	1187 958	1350 645
26	881 744	860 969	1046 097	1114 783	1187 958	1350 645
27	900 700	878 758	1069 364	1136 604	1198 081	1350 645
28	900 700	886 424	1069 364	1136 604	1198 081	1350 645
29	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645
30	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645
31	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645

## Annexe 7

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C5 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	598 263	545 512	649 413	656 342	826 712	880 759
1	636 180	583 846	689 131	696 475	862 949	920 321
2	638 259	590 333	691 627	699 384	865 444	926 142
3	648 609	596 819	710 662	718 834	898 163	962 186
4	648 609	600 811	710 662	718 834	898 163	962 186
5	662 131	607 208	729 698	740 364	930 881	1001 348
6	662 131	616 856	729 698	740 364	930 881	1001 348
7	735 866	628 909	814 249	826 579	964 430	1040 511
8	735 866	638 557	814 249	826 579	964 430	1040 511
9	755 230	654 025	837 769	867 561	1001 305	1079 673
10	766 474	674 702	849 013	878 805	1012 550	1090 918
11	785 837	690 171	872 533	900 662	1049 425	1130 080
12	785 837	699 819	872 533	900 662	1049 425	1130 080
13	806 031	715 287	895 221	922 519	1085 469	1169 242
14	806 031	724 935	895 221	922 519	1085 469	1169 242
15	826 224	740 403	917 910	944 376	1121 513	1208 405
16	826 224	750 052	976 013	1002 480	1121 513	1208 405
17	846 417	765 657	998 701	1024 337	1157 557	1247 567
18	846 417	775 495	998 701	1041 521	1157 557	1247 567
19	866 612	791 153	1021 390	1063 378	1193 601	1286 729
20	866 612	800 992	1021 390	1063 378	1193 601	1286 729
21	886 805	816 650	1044 079	1085 236	1229 645	1325 892
22	886 805	826 488	1044 079	1085 236	1229 645	1325 892
23	906 999	842 148	1066 767	1107 092	1265 689	1365 055
24	906 999	851 986	1066 767	1107 092	1265 689	1365 055
25	927 192	867 645	1089 456	1128 950	1271 510	1365 055
26	927 192	877 482	1089 456	1128 950	1271 510	1365 055
27	947 402	893 142	1112 144	1150 807	1277 331	1365 055
28	947 402	902 979	1112 144	1150 807	1277 331	1365 055
29	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055
30	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055
31	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055

## Annexe 8

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C6 visé à l'annexe 1

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
0	605 214	548 948	656 441	660 056	859 068	887 266
1	647 256	591 208	700 283	704 114	898 931	928 865
2	648 341	597 072	701 585	705 632	900 233	931 902
3	658 878	602 935	721 790	726 054	936 076	969 479
4	658 878	607 497	721 790	726 054	936 076	969 479
5	672 782	613 314	741 995	747 560	971 919	1008 684
6	672 782	624 340	741 995	747 560	971 919	1008 684
7	755 501	636 621	836 560	842 993	1008 195	1047 889

	13	17	18	19	24	27
Anc. péc.						
8	755 501	647 648	836 560	842 993	1008 195	1047 889
9	776 081	661 710	859 307	874 851	1046 206	1087 094
10	788 932	685 341	872 158	887 702	1059 058	1099 945
11	809 511	699 404	894 907	909 583	1097 069	1139 150
12	809 511	710 430	894 907	909 583	1097 069	1139 150
13	830 524	724 494	917 221	931 463	1134 647	1178 355
14	830 524	735 519	917 221	931 463	1134 647	1178 355
15	851 537	749 582	939 535	953 344	1172 224	1217 559
16	851 537	760 609	1005 939	1019 748	1172 224	1217 559
17	872 549	774 828	1028 253	1041 628	1209 802	1256 764
18	872 549	786 072	1028 253	1050 594	1209 802	1256 764
19	893 562	800 351	1050 567	1072 474	1247 380	1295 969
20	893 562	811 596	1050 567	1072 474	1247 380	1295 969
21	914 575	825 876	1072 882	1094 355	1284 958	1335 174
22	914 575	837 119	1072 882	1094 355	1284 958	1335 174
23	935 588	851 401	1095 196	1116 236	1322 536	1374 379
24	935 588	862 644	1095 196	1116 236	1322 536	1374 379
25	956 600	876 925	1117 511	1138 117	1325 573	1374 379
26	956 600	888 167	1117 511	1138 117	1325 573	1374 379
27	977 621	902 449	1139 825	1159 997	1328 610	1374 379
28	977 621	913 692	1139 825	1159 997	1328 610	1374 379
29	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379
30	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379
31	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379

## Annexe 9

Fonctions	Echelle du personnel du Gouvernement wallon	N° échelles annexe 2	N° échelles annexes 3 à 8	Age minimum
Educateur A2	C3	13	13	20
Rédacteur	C3	9	17	20
Educateur A1	B3	15	18	23
Assistant social	B2	16	19	23
Licencié en psychologie	A6	21	27	24
Coordinateur	A6	15	24	24

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés.

Namur, le 29 novembre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 42

[C - 2002/27000]

**29 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1998;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 20 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de op 16 mei 2000 gesloten raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector voorziet in aanzienlijke loonsverhogingen voor het personeel van de diensten uit de sector van de gehandicapte personen en dat die van toepassing zijn sinds 1 oktober 2000;

Overwegende dat, wat de harmonisatie van de loonschalen betreft, die overeenkomst bepaalt dat een driedelige commissie (Waals Gewest, werkgevers, werknemers) in september 2000 het werk zou onderzoeken dat binnen de verschillende paritaire commissies is verricht m.b.t. de conversieschalen en de budgettaire weerslag ervan;

Overwegende dat de Regering op 15 december 2000 kennis heeft genomen van de resultaten van het werk verricht door de bij bovenbedoelde raamovereenkomst betrokken paritaire commissies; dat ze op dezelfde datum de kredieten voor de harmonisatie van de loonschalen definitief heeft vastgelegd;

Overwegende dat op grond van die kredieten driedelige onderhandelingen zijn gevoerd om de toepassingsmodaliteiten te bepalen voor de sector onthaal en opvang van gehandicapte personen, die onder de paritaire commissie 319 valt;

Overwegende dat tijdens de laatste onderhandelingen, die gevoerd werden op 10 mei 2001, een overeenkomst is gesloten voor de vastlegging van de loonschalen die van toepassing zullen zijn gedurende de periode waarop de raamovereenkomst betrekking heeft;

Overwegende dat die loonschalen het voorwerp hebben uitgemaakt van een collectieve arbeidsovereenkomst die ondertekend werd op 10 mei 2001;

Overwegende dat het Waalse Gewest dan ook zo spoedig mogelijk de middelen voor de financiering van die overeenkomst ter beschikking moet stellen van de betrokken gesubsidieerde diensten opdat hun werknemers daaruit voordeel kunnen halen;

Overwegende daarenboven dat de wijziging van artikel 24, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen uitwerking heeft op 1 januari 2001 en dat ze de diensten geenszins benadeelt aangezien het gaat om een verhoging van het maximumbedrag van de werkingskosten;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen wordt aangevuld als volgt :

« 7° Agentschap : het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

8° tewerkstellingskadaster : het document bedoeld in artikel 29, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen. »

**Art. 3.** In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" vervangen door het woord « Agentschap ».

**Art. 4.** Artikel 23 wordt vervangen als volgt :

« De wedde en de desbetreffende sociale lasten worden in aanmerking genomen op grond van de loonschalen bedoeld in de bijlagen 2 tot 8 bij dit besluit of, wat betreft de vóór 1 januari 2002 in dienst genomen werknemers, op grond van de loonschalen die voor gelijksoortige functies van toepassing zijn op het personeel van de diensten van het Waalse Gewest op 1 oktober 2000.

De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van bijlage VI (toelaatbare personeelskosten) van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Als het gaat om een werknemer die in dienst genomen wordt in het kader van een programma voor werkloosheidsbestrijding en voor wie de dienst een andere toelage geniet dan die waarin dit besluit voorziet, dekt de toelage enkel de verplichte tegemoetkomingen die voor bedoelde werknemer ten laste blijven van de werkgever.

De inrichtende macht van de dienst moet het Agentschap kennis geven van het bedrag van de toelagen die verkregen worden in het kader van die programma's voor werkloosheidsbestrijding. »

**Art. 5.** Artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De werkings- en infrastructuurkosten worden per jaar en per dienst in aanmerking genomen ten belope van maximum 750 000 frank (18.592,01 euro). »

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *Vibis*, met als opschrift « Bijkomende toelage », ingevoegd. Het luidt als volgt :

« Art. 25bis. § 1. Binnen de perken van de in § 2 bedoelde bedragen verleent het Agentschap de diensten een bijkomende toelage voor de financiering van het tewerkstellingsvolume waarop de in artikel 22, 1°, bedoelde toelage betrekking heeft.

§ 2. Het Agentschap verdeelt de bijkomende toelage onder de diensten als volgt :

1. periode 1 : 290 000 BEF (7.188,92 euro) van 1 oktober tot 31 december 2000;
2. periode 2 : 1 430 000 BEF (35.448,78 euro) voor het jaar 2001;
3. periode 3 : 2 570 000 BEF (63.708,64 euro) voor het jaar 2002;
4. periode 4 : 91.968, 50 euro voor het jaar 2003;
5. periode 5 : 120.228,36 euro voor het jaar 2004;
6. periode 6 : 141.299,31 euro voor het jaar 2005.

Die bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex), overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Zij worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 105,21 van 1 juli 2000.

Art. 25ter. Het bedrag van de in artikel 25bis, § 2, bedoelde bijkomende toelage wordt verkregen door de in artikel 22, 1°, bedoelde toelagen met een revalorisatiecoëfficiënt te vermenigvuldigen.

De revalorisatiecoëfficiënt drukt voor elke dienst het verschil uit tussen de loonkosten gekoppeld aan de loonschalen bedoeld in bijlage 2 en die bedoeld in de bijlagen 3 tot 8 bij dit besluit, al naar gelang de periodes bedoeld in artikel 25bis, § 2, en de concordantietabel van de loonschalen die vastligt in bijlage 9 bij dit besluit.

De in percent uitgedrukte revalorisatiecoëfficiënt wordt voor elke dienst bepaald op grond van de gegevens die hij heeft verstrekt via het tewerkstellingskadaster en van de parameters bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 25quater. Wat betreft het supplement voor de periode 1 oktober 2000-31 december 2000, wordt de revalorisatiecoëfficiënt voor de berekening van de aan de dienst verschuldigde toelagen vastgelegd op grond van de gegevens uit het tewerkstellingskadaster 2000.

De revalorisatiecoëfficiënt dient als basis voor de berekening van het supplement voor het boekjaar 2001, rekening houdende met het feit dat de individuele anciënniteit telkens verhoogd wordt met één jaar.

Wat betreft het supplement voor de boekjaren 2002 tot 2005, wordt de revalorisatiecoëfficiënt voor de berekening van de aan de dienst verschuldigde toelagen vastgelegd op grond van de gegevens uit het tewerkstellingskadaster van het voorafgaande boekjaar, rekening houdende met het feit dat de individuele anciënniteit telkens verhoogd wordt met één jaar.

Art. 25quinquies. Aan het einde van de vier laatste periodes bedoeld in artikel 25bis, § 2, wordt het aldus verkregen supplemententotaal eventueel beperkt tot het bedrag bedoeld in hetzelfde artikel 25bis, § 2. De beperking wordt over het geheel van de diensten verdeeld op grond van een bijsturingscoëfficiënt.

Die coëfficiënt wordt bepaald als volgt :

1. het bedrag van de teller stemt overeen met het krediet bedoeld in artikel 25bis, § 2, voor de betrokken periode;
2. het bedrag van de noemer stemt overeen met het totaal van de supplementen die aanvankelijk werden berekend voor dezelfde periode.

Art. 25sexies. Aan het einde van elk van de zes periodes bedoeld in artikel 25bis, § 2, mag het eventueel ongebruikte begrotingssaldo desnoods worden overgeheveld naar het volgende jaar. »

**Art. 7.** In artikel 25, zesde lid, worden de woorden "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" vervangen door het woord « Agentschap ».

**Art. 8.** De bijlagen 1 tot 9 bij dit besluit vormen de bijlagen 1 tot 9 bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2000, behalve de artikelen 5 en 6, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2001.

**Art. 10.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 1

De in artikel 5 van dit besluit bedoelde coëfficiënt wordt toegepast in de loop van de zes periodes bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit.

Hij stemt overeen met de onderstaande coëfficiënten C1, C2, C3, C4, C5 en C6 die toepasselijk in de loop van de vijf bovenbedoelde periodes :

$$C1 = \frac{(B1 - B0) \times 100}{B0}, C2 = \frac{(B2 - B0) \times 100}{B0}, C3 = \frac{(B3 - B0) \times 100}{B0},$$

$$C4 = \frac{(B4 - B0) \times 100}{B0}, C5 = \frac{(B5 - B0) \times 100}{B0}, C6 = \frac{(B6 - B0) \times 100}{B0}$$

où

Waarbij :

B0 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen in bijlage 2 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met de geldelijke opwaarderingen tot 31/01/96 en met een bijzondere toelage van 20 000 BEF op de index 100 van 01/01/90.

B1 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen in bijlage 3 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 16 000 BEF op dezelfde index.

B2 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 4 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 15 400 BEF op dezelfde index.

B3 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 5 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 11 600 BEF op dezelfde index.

B4 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 6 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 8 000 BEF op dezelfde index.

B5 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 7 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 4 600 BEF op dezelfde index.

B6 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 8 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 2 400 BEF op dezelfde index.

Die loonschalen zijn vatbaar voor herziening naar boven en de bijzondere toelage voor herziening naar beneden, al naar gelang het ongebruikte begrotingssaldo van het voor periode 6 toegekende bedrag, zoals bepaald in artikel 3, § 2.

## Bijlage 2

Aanvankelijke loonschalen (BO) voor de bepaling van de coëfficiënten C1, C2, C3, C4 en C5 bedoeld in bijlage 1

	9	13	15	16	21
Geld. Anc.					
0	521 459	549 609	600 221	630 347	835 210
1	532 309	558 648	611 071	642 998	860 517
2	543 158	567 686	621 920	655 649	885 824
3	554 007	576 725	632 769	668 300	911 131
4	554 007	576 725	632 769	668 300	911 131
5	564 465	587 573	643 619	689 993	949 996
6	564 465	587 573	643 619	689 993	949 996
7	574 922	598 422	658 078	711 686	988 862
8	574 922	598 422	658 078	711 686	988 862
9	600 229	609 270	686 999	816 528	1027 727
10	600 229	609 270	686 999	816 528	1027 727
11	625 536	620 118	715 919	838 220	1066 592
12	625 536	620 118	715 919	838 220	1066 592
13	650 843	634 578	741 226	859 913	1105 458
14	650 843	634 578	741 226	859 913	1105 458
15	676 150	649 038	766 533	881 606	1144 323
16	676 150	649 038	766 533	881 606	1144 323
17	701 457	663 497	791 840	903 298	1183 189
18	701 457	663 497	791 840	978 012	1183 189
19	726 764	677 957	817 147	999 705	1222 054

	9	13	15	16	21
Geld. Anc.					
20	726 764	677 957	817 147	999 705	1222 054
21	752 071	692 417	842 454	1021 398	1260 919
22	752 071	692 417	842 454	1021 398	1260 919
23	777 379	706 876	867 761	1043 090	1299 785
24	777 379	706 876	867 761	1043 090	1299 785
25	802 686	721 336	893 068	1064 783	1299 785
26	802 686	721 336	893 068	1064 783	1299 785
27	827 993	735 867	918 375	1086 475	1299 785
28	827 993	735 867	918 375	1086 475	1299 785
29	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785
30	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785
31	853 300	761 103	943 682	1086 475	1299 785

## Bijlage 3

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C1 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	562 246	527 707	612 998	637 099	659 050	847 041
1	578 786	545 695	631 346	656 888	676 494	876 051
2	586 017	555 411	640 026	667 009	685 173	896 296
3	595 396	565 127	653 001	681 426	701 702	924 392
4	595 396	566 164	653 001	681 426	701 702	924 392
5	606 939	575 567	665 977	703 076	718 233	963 334
6	606 939	578 073	665 977	703 076	718 233	963 334
7	634 122	588 945	698 642	741 528	737 650	1002 277
8	634 122	591 451	698 642	741 528	737 650	1002 277
9	647 182	614 202	726 160	829 783	768 637	1041 219
10	650 102	619 573	729 081	832 704	771 558	1044 140
11	663 162	642 324	756 598	854 439	802 544	1083 082
12	663 162	644 830	756 598	854 439	802 544	1083 082
13	679 111	667 582	781 225	876 174	830 640	1122 025
14	679 111	670 088	781 225	876 174	830 640	1122 025
15	695 060	692 839	805 852	897 910	858 736	1160 968
16	695 060	695 345	820 943	913 002	858 736	1160 968
17	711 009	718 132	845 570	934 737	886 831	1199 911
18	711 009	720 688	845 570	994 508	886 831	1199 911
19	726 958	743 488	870 197	1016 243	914 927	1238 853
20	726 958	746 044	870 197	1016 243	914 927	1238 853
21	742 907	768 845	894 824	1037 979	943 023	1277 795
22	742 907	771 400	894 824	1037 979	943 023	1277 795
23	758 856	794 202	919 451	1059 714	971 119	1316 738
24	758 856	796 757	919 451	1059 714	971 119	1316 738
25	774 805	819 558	944 078	1081 450	991 365	1316 738
26	774 805	822 114	944 078	1081 450	991 365	1316 738
27	790 811	844 915	968 705	1103 185	1011 610	1316 738
28	790 811	847 470	968 705	1103 185	1011 610	1316 738
29	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738
30	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738
31	811 000	870 271	988 950	1103 185	1031 856	1316 738

## Bijlage 4

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C2 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	564 142	528 644	614 915	638 112	667 874	848 816
1	581 807	547 703	634 388	658 972	686 307	878 381
2	588 766	557 249	642 741	668 713	694 661	897 867
3	598 197	566 795	656 036	683 395	712 042	926 381
4	598 197	567 987	656 036	683 395	712 042	926 381
5	609 843	577 232	669 331	705 039	729 425	965 335
6	609 843	580 114	669 331	705 039	729 425	965 335
7	639 477	591 048	704 727	746 005	749 586	1004 289
8	639 477	593 930	704 727	746 005	749 586	1004 289
9	652 868	616 298	732 034	831 771	780 883	1043 243
10	656 227	622 474	735 393	835 130	784 242	1046 602
11	669 618	644 842	762 700	856 872	815 538	1085 556
12	669 618	647 724	762 700	856 872	815 538	1085 556
13	685 791	670 093	787 225	878 614	844 052	1124 511
14	685 791	672 974	787 225	878 614	844 052	1124 511
15	701 964	695 343	811 749	900 356	872 566	1163 464
16	701 964	698 224	829 105	917 711	872 566	1163 464
17	718 136	720 633	853 630	939 452	901 080	1202 419
18	718 136	723 572	853 630	996 982	901 080	1202 419
19	734 308	745 997	878 155	1018 724	929 594	1241 373
20	734 308	748 936	878 155	1018 724	929 594	1241 373
21	750 481	771 361	902 680	1040 466	958 109	1280 327
22	750 481	774 300	902 680	1040 466	958 109	1280 327
23	766 653	796 726	927 204	1062 208	986 623	1319 281
24	766 653	799 664	927 204	1062 208	986 623	1319 281
25	782 826	822 089	951 729	1083 950	1006 109	1319 281
26	782 826	825 028	951 729	1083 950	1006 109	1319 281
27	799 053	847 453	976 254	1105 691	1025 595	1319 281
28	799 053	850 392	976 254	1105 691	1025 595	1319 281
29	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281
30	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281
31	818 485	872 817	995 740	1105 691	1045 082	1319 281

## Bijlage 5

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C3 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	576 148	534 579	627 053	644 526	723 761	860 055
1	600 938	560 420	653 649	672 167	748 459	893 138
2	606 180	568 890	659 942	679 505	754 751	907 816
3	615 935	577 359	675 256	695 864	777 529	938 979
4	615 935	579 536	675 256	695 864	777 529	938 979
5	628 241	587 779	690 571	717 468	800 308	978 006
6	628 241	593 042	690 571	717 468	800 308	978 006
7	673 392	604 369	743 262	774 355	825 179	1017 034
8	673 392	609 632	743 262	774 355	825 179	1017 034

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
9	688 884	629 572	769 237	844 364	858 439	1056 061
10	695 018	640 851	775 370	850 497	864 572	1062 195
11	710 510	660 791	801 345	872 279	897 832	1101 222
12	710 510	666 054	801 345	872 279	897 832	1101 222
13	728 098	685 994	825 223	894 062	928 995	1140 250
14	728 098	691 257	825 223	894 062	928 995	1140 250
15	745 685	711 197	849 102	915 844	960 158	1179 277
16	745 685	716 460	880 795	947 537	960 158	1179 277
17	763 272	736 475	904 673	969 319	991 322	1218 304
18	763 272	741 841	904 673	1012 653	991 322	1218 304
19	780 860	761 885	928 552	1034 436	1022 485	1257 331
20	780 860	767 252	928 552	1034 436	1022 485	1257 331
21	798 447	787 296	952 431	1056 219	1053 649	1296 359
22	798 447	792 662	952 431	1056 219	1053 649	1296 359
23	816 034	812 708	976 310	1078 000	1084 813	1335 387
24	816 034	818 074	976 310	1078 000	1084 813	1335 387
25	833 621	838 118	1000 189	1099 783	1099 491	1335 387
26	833 621	843 484	1000 189	1099 783	1099 491	1335 387
27	851 250	863 529	1024 067	1121 565	1114 169	1335 387
28	851 250	868 895	1024 067	1121 565	1114 169	1335 387
29	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387
30	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387
31	865 887	888 939	1038 745	1121 565	1128 847	1335 387

## Bijlage 6

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C4 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	587 521	540 202	638 553	650 603	776 707	870 703
1	619 063	572 468	671 897	684 668	807 339	907 118
2	622 678	579 918	676 237	689 728	811 679	917 241
3	632 739	587 367	693 465	707 677	839 569	950 914
4	632 739	590 477	693 465	707 677	839 569	950 914
5	645 670	597 771	710 694	729 243	867 460	990 011
6	645 670	605 289	710 694	729 243	867 460	990 011
7	705 521	616 990	779 770	801 213	896 794	1029 108
8	705 521	624 508	779 770	801 213	896 794	1029 108
9	723 005	642 148	804 482	856 294	931 913	1068 204
10	731 767	658 260	813 244	865 055	940 675	1076 967
11	749 249	675 901	837 956	886 876	975 794	1116 063
12	749 249	683 419	837 956	886 876	975 794	1116 063
13	768 178	701 059	861 222	908 697	1009 467	1155 160
14	768 178	708 577	861 222	908 697	1009 467	1155 160
15	787 105	726 218	884 489	930 518	1043 141	1194 257
16	787 105	733 736	929 764	975 793	1043 141	1194 257

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
17	806 032	751 483	953 031	997 614	1076 814	1233 354
18	806 032	759 149	953 031	1027 499	1076 814	1233 354
19	824 961	776 937	976 297	1049 320	1110 488	1272 450
20	824 961	784 604	976 297	1049 320	1110 488	1272 450
21	843 888	802 392	999 564	1071 142	1144 162	1311 548
22	843 888	810 059	999 564	1071 142	1144 162	1311 548
23	862 816	827 849	1022 830	1092 962	1177 835	1350 645
24	862 816	835 514	1022 830	1092 962	1177 835	1350 645
25	881 744	853 303	1046 097	1114 783	1187 958	1350 645
26	881 744	860 969	1046 097	1114 783	1187 958	1350 645
27	900 700	878 758	1069 364	1136 604	1198 081	1350 645
28	900 700	886 424	1069 364	1136 604	1198 081	1350 645
29	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645
30	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645
31	910 794	904 213	1079 487	1136 604	1208 203	1350 645

## Bijlage 7

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C5 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	598 263	545 512	649 413	656 342	826 712	880 759
1	636 180	583 846	689 131	696 475	862 949	920 321
2	638 259	590 333	691 627	699 384	865 444	926 142
3	648 609	596 819	710 662	718 834	898 163	962 186
4	648 609	600 811	710 662	718 834	898 163	962 186
5	662 131	607 208	729 698	740 364	930 881	1001 348
6	662 131	616 856	729 698	740 364	930 881	1001 348
7	735 866	628 909	814 249	826 579	964 430	1040 511
8	735 866	638 557	814 249	826 579	964 430	1040 511
9	755 230	654 025	837 769	867 561	1001 305	1079 673
10	766 474	674 702	849 013	878 805	1012 550	1090 918
11	785 837	690 171	872 533	900 662	1049 425	1130 080
12	785 837	699 819	872 533	900 662	1049 425	1130 080
13	806 031	715 287	895 221	922 519	1085 469	1169 242
14	806 031	724 935	895 221	922 519	1085 469	1169 242
15	826 224	740 403	917 910	944 376	1121 513	1208 405
16	826 224	750 052	976 013	1002 480	1121 513	1208 405
17	846 417	765 657	998 701	1024 337	1157 557	1247 567
18	846 417	775 495	998 701	1041 521	1157 557	1247 567
19	866 612	791 153	1021 390	1063 378	1193 601	1286 729
20	866 612	800 992	1021 390	1063 378	1193 601	1286 729
21	886 805	816 650	1044 079	1085 236	1229 645	1325 892
22	886 805	826 488	1044 079	1085 236	1229 645	1325 892
23	906 999	842 148	1066 767	1107 092	1265 689	1365 055

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
24	906 999	851 986	1066 767	1107 092	1265 689	1365 055
25	927 192	867 645	1089 456	1128 950	1271 510	1365 055
26	927 192	877 482	1089 456	1128 950	1271 510	1365 055
27	947 402	893 142	1112 144	1150 807	1277 331	1365 055
28	947 402	902 979	1112 144	1150 807	1277 331	1365 055
29	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055
30	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055
31	953 206	918 638	1117 965	1150 807	1283 151	1365 055

## Bijlage 8

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C6 bedoeld in bijlage 1

	13	17	18	19	24	27
Geld. Anc.						
0	605 214	548 948	656 441	660 056	859 068	887 266
1	647 256	591 208	700 283	704 114	898 931	928 865
2	648 341	597 072	701 585	705 632	900 233	931 902
3	658 878	602 935	721 790	726 054	936 076	969 479
4	658 878	607 497	721 790	726 054	936 076	969 479
5	672 782	613 314	741 995	747 560	971 919	1008 684
6	672 782	624 340	741 995	747 560	971 919	1008 684
7	755 501	636 621	836 560	842 993	1008 195	1047 889
8	755 501	647 648	836 560	842 993	1008 195	1047 889
9	776 081	661 710	859 307	874 851	1046 206	1087 094
10	788 932	685 341	872 158	887 702	1059 058	1099 945
11	809 511	699 404	894 907	909 583	1097 069	1139 150
12	809 511	710 430	894 907	909 583	1097 069	1139 150
13	830 524	724 494	917 221	931 463	1134 647	1178 355
14	830 524	735 519	917 221	931 463	1134 647	1178 355
15	851 537	749 582	939 535	953 344	1172 224	1217 559
16	851 537	760 609	1005 939	1019 748	1172 224	1217 559
17	872 549	774 828	1028 253	1041 628	1209 802	1256 764
18	872 549	786 072	1028 253	1050 594	1209 802	1256 764
19	893 562	800 351	1050 567	1072 474	1247 380	1295 969
20	893 562	811 596	1050 567	1072 474	1247 380	1295 969
21	914 575	825 876	1072 882	1094 355	1284 958	1335 174
22	914 575	837 119	1072 882	1094 355	1284 958	1335 174
23	935 588	851 401	1095 196	1116 236	1322 536	1374 379
24	935 588	862 644	1095 196	1116 236	1322 536	1374 379
25	956 600	876 925	1117 511	1138 117	1325 573	1374 379
26	956 600	888 167	1117 511	1138 117	1325 573	1374 379
27	977 621	902 449	1139 825	1159 997	1328 610	1374 379
28	977 621	913 692	1139 825	1159 997	1328 610	1374 379
29	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379
30	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379
31	980 650	927 972	1142 862	1159 997	1331 647	1374 379



## Bijlage 9

Functie	Schaal van het personeel van de Waalse Regering	Schaalnr. bijlage 2	Schaalnr. bijlagen 3 tot 8	Minimumleeftijd
Opvoeder A2	C3	13	13	20
Opsteller	C3	9	17	20
Opvoeder A1	B3	15	18	23
Maatschappelijk assistent	B2	16	19	23
Licentiaat in de psychologie	A6	21	27	24
Coördinator	A6	15	24	24

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen.

Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



F. 2002 — 43

[C - 2002/27001]

**29 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 14 et 24, 10°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord-cadre, conclu le 16 mai 2000, pour le secteur non-marchand wallon prévoit une revalorisation importante des salaires du personnel des services du secteur des personnes handicapées, applicable le 1<sup>er</sup> octobre 2000;

Considérant qu'aux termes de cet accord, il était prévu, en ce qui concerne l'harmonisation des barèmes, qu'une commission tripartite (Région wallonne, employeurs, travailleurs) examinerait en septembre 2000 le travail réalisé dans les différentes commissions paritaires à propos des échelles de conversion et leur impact budgétaire;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2000, le Gouvernement a pris acte des résultats des travaux réalisés par les commissions paritaires concernées par l'accord-cadre précité; qu'à cette même date, il a fixé les enveloppes définitives pour l'harmonisation barémique;

Considérant qu'en fonction de ces enveloppes, des négociations tripartites se sont tenues pour la définition des modalités d'application concernant le secteur de l'accueil et de l'hébergement des personnes handicapées, relevant de la commission paritaire 319;

Considérant que, lors de l'ultime rencontre, qui s'est déroulée le 10 mai 2001, un accord est intervenu, suivant lequel ont été déterminées les échelles barémiques applicables durant la période couverte par l'accord-cadre;

Considérant que ces échelles ont fait l'objet d'une convention collective de travail signée le 10 mai 2001;

Considérant, en conséquence, que la Région wallonne doit au plus vite octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés au financement de cet accord, afin que les travailleurs puissent en bénéficier;

Considérant, par ailleurs, que la modification de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2001 et qu'elle ne porte en aucun cas préjudice aux services, puisqu'il s'agit d'une augmentation du plafond des frais de fonctionnement;